**Grève lundi 17 juin, premier jour du bac : Questions/réponses**

**Pourquoi maintenant ?**
**Le service public d’Education est à un tournant de son histoire**. Les réformes en cours dans l’Education Nationale, comme dans la Fonction Publique, dessinent les contours d’un système éducatif toujours plus inégalitaire, piloté par des logiques managériales dont on sait les ravages qu’elles ont pu faire dans le privé (comme le rappelle, dans un croisement inattendu de l’actualité, le procès France Télécom). Est-ce cet avenir que nous voulons pour nos élèves et nos métiers ?
**Demain c’est le service public, c’est l’école qui va changer, c’est aujourd’hui qu’il faut agir !**

**Une année de mobilisation sans réponse**
Depuis des mois, les personnels se mobilisent, avec le SNES-FSU, sous différentes formes : grèves, réunions d’informations, manifestations le samedi avec les parents, … le Ministre est resté sourd à nos revendications et ne les a traitées qu’avec mépris, balayant ainsi d’un revers de la main nos inquiétudes pour les élèves. Tout comme il élude la nécessaire revalorisation de notre pouvoir d’achat.

**Les élèves sont « pris en otages » ?**
L’annonce d’un appel à la grève le premier jour du bac a entrainé un déferlement de commentaires allant de la caricature aux propos fantaisistes (des militants LREM se proposant pour remplacer les profs pour le bac !) en passant par des déclarations très déplacées, à l’image de celles comparant la situation actuelle à une prise d’otages.
**Il convient de rappeler, calmement, qui est responsable de la situation actuelle** : les personnels qui, dans des conditions de plus en plus dégradées, continuent d’exercer leur métier et ont à cœur de faire réussir les élèves ?
**C’est bien le Ministre qui est responsable de la situation actuelle, par son intransigeance et son mépris érigés en mode de gouvernance, qui mène à une impasse.**

**La responsabilité du Ministre de l’Education Nationale**
Jean-Michel Blanquer est le seul et unique responsable de la situation : sur le fond, comme sur la forme, ses réformes marquent des reculs sans précédent. Réforme du bac, du lycée, loi Blanquer, suppressions de postes : il s’agit bien de réformes qui vont institutionnaliser un système éducatif qui tourne le dos à son ambition de démocratisation des études. Il s’agit également de transformer nos métiers, en nous transformant en simple exécutant, sous la coupe de la hiérarchie.
**Le Ministre s’est aussi distingué par un mépris qui est devenu la marque de fabrique de sa communication**  : décret instituant une 2eme HSA obligatoire après deux votes contre unanimes au CTM, affirmations provocatrices selon lesquelles 90% des personnels le soutiennent, exercices de communication sur les réseaux sociaux plutôt que de répondre aux personnels, nombreux à manifester, comme par exemple le samedi 18 mai à Paris, où près de 10000 personnes étaient dans la rue pour dire non aux réformes Blanquer !

Le SNES-FSU, avec l’intersyndicale, a fait le choix d’annoncer la mobilisation bien en amont du début des épreuves pour que le Ministre prenne la mesure de ce qui se joue. Il s’agit bien d’envoyer un signal fort, bien avant l’examen, en plaçant le Ministre face à ses responsabilités : **il doit ouvrir les négociations. La balle est dans son camp, s’il ne la saisit pas, c’est lui qui sera donc responsable de perturbations lors du bac.**